

**Unité inter-Départementale de la  
Corrèze – Creuse et Haute-Vienne  
Site de Guéret  
Cité administrative - Bâtiment B1  
17 place Bonnyaud  
23000 Guéret**

**Guéret, le 24 janvier 2025**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**LEBEAU Yann**

Le Puy de la Coullière  
23100 Le Mas-D'artige

**Références : 2025-01-24 UiD232025-001r georisques**

Code AIOT : 0100049672

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2024 dans l'établissement LEBEAU Yann implanté Le Puy de la Coullière 23100 Le Mas-d'Artige. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LEBEAU Yann
- Le Puy de la Coullière 23100 Le Mas-d'Artige
- Code AIOT : 0100049672
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il a été procédé le 5 juin 2024 à une inspection sur la commune du Mas-d'Artige d'un dépôt de véhicules hors d'usage, détenu par la SARL LEBEAU Yann. Il est apparu que la société détenait ce dépôt sans avoir bénéficié d'une autorisation préfectorale ad hoc.

L'arrêté préfectoral du 29 juillet 2024 a mis l'exploitant en demeure de régulariser la situation administrative de ses installations. L'inspection du 18 décembre 2024 s'est inscrite dans un cadre de vérification de la bonne application des prescriptions de l'arrêté préfectoral précité.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Plainte
- Suite à mise en demeure

## Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- VHU

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP de Mise en Demeure du 29/07/2024, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Vu les constats établis au jour de l'inspection du 18 décembre 2024, il apparaît que la société a satisfait aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 juillet 2024. Dans ces conditions, ce dépôt n'est plus considéré comme relevant de la législation relative aux ICPE. En ce sens, l'Inspection propose d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure précité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/07/2024, article 1 <sup>er</sup>
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dépôt de véhicules hors d'usage
<b>Prescription contrôlée :</b> La SARL LEBEAU Yann, dont le siège social est sis « Le Puy de la Coullière - 23100 Le Mas-d'Artige », est mise en demeure de régulariser la situation administrative de l'installation de stockage de véhicules hors d'usage (VHU) qu'elle détient à la même adresse sur les parcelles cadastrées n° 710, 760 et 777 section 0C : <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>soit</u> en déposant un dossier de demande d'enregistrement ICPE et d'agrément constitué et renseigné conformément aux articles R. 512-46-1 à R. 512-46-7, R. 543-162, R. 543-163 et R. 515-37 du Code de l'environnement. <b>Délai maximal : 3mois à compter de la notification du présent arrêté;</b></li><li>• <u>soit</u> en évacuant les véhicules hors d'usage selon des filières réglementaires adaptées et autorisées, et en procédant à la remise en état du site conformément aux dispositions de l'article L. 512-7-6 du Code de l'environnement. <b>Délai maximal : 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.</b></li></ul> <p>La SARL LEBEAU Yann fait connaître son choix <u>dans un délai maximal de 15 jours.</u> <u>En tout état de cause, aucun nouveau véhicule hors d'usage ne peut être entreposé.</u></p>
<b>Constats :</b>  La SARL LEBEAU Yann a régularisé la situation administrative de ses installations en évacuant la majeure partie des véhicules hors d'usage présent lors de l'inspection du 5 juin 2024. Sur place, il subsistait toutefois 7 épaves. Les déchets ont été pris en charge par la société LAPORTE RECUPERATION à Ussel. Une facture a pu être présentée dans ce cadre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite